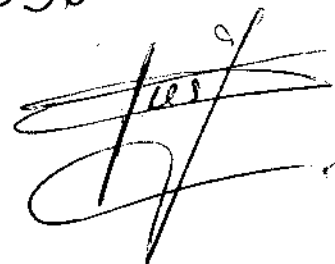


DECRET N°2009- 600 /PRES/PM/MEF
portant autorisation de perception de recettes
relatives à certaines prestations de la
Direction générale des marchés publics.

Via CF N°0536
04-08-09

LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,



- VU la Constitution ;
VU le décret n°2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;
VU le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;
VU le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;
VU le décret n°2008-154/PRES/PM/MEF du 2 avril 2008 portant organisation du Ministère de l'économie et des finances ;
VU la loi n° 006-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
VU le décret n°2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
VU le décret n° 2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime juridique applicable aux comptables publics ;
VU le décret n° 2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public ;
VU le décret n° 2007-243/PRES/PM/MFB du 09 mai 2007 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics ;
Sur rapport du Ministre de l'économie et des finances ;
Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 15 avril 2009 ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Il est autorisé la perception de recettes relatives aux prestations suivantes de la Direction générale des marchés publics :

- la vente de la Revue des marchés publics ;
- la publicité dans la Revue des marchés publics et sur le site web de la Direction générale des marchés publics ;
- le publi-réportage dans la Revue des marchés publics ;

- l'abonnement à la rubrique « espace fournisseurs » du sit web de la Direction générale des marchés publics ;
- l'abonnement annuel en ligne à la Revue des marchés publics.

ARTICLE 2 :

Toute perception de recette au titre de ces prestations donne lieu à la délivrance d'une quittance extraite d'un journal à souches préalablement côté et paraphé par le Receveur général ou tout mandataire habilité.

ARTICLE 3 :

Les recettes ainsi réalisées sont réparties entre le budget de l'Etat et le Fonds d'équipement du Ministère de l'économie et des finances.

ARTICLE 4 :

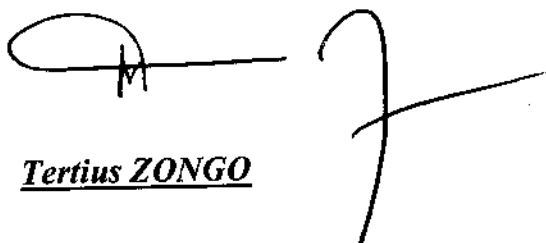
les tarifs applicables aux prestations suscitées ainsi que les modalités de perception et de répartition des recettes sont fixés par arrêté du Ministre chargé des finances.

ARTICLE 5 :

Le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel du Faso.


Ouagadougou, le 6 août 2009

Le Premier Ministre


Tertius ZONGO



Le Ministre de l'économie
et des finances


Lucien Marie Noël BEMBAMBA